

It|En|Fr|Ar



chrétiens et musulmans
dans le monde global



Lire aussi

08/06/2016

[Vendredi de Pentecôte](#)

08/06/2016

[À chaque aube choisir de rester](#)

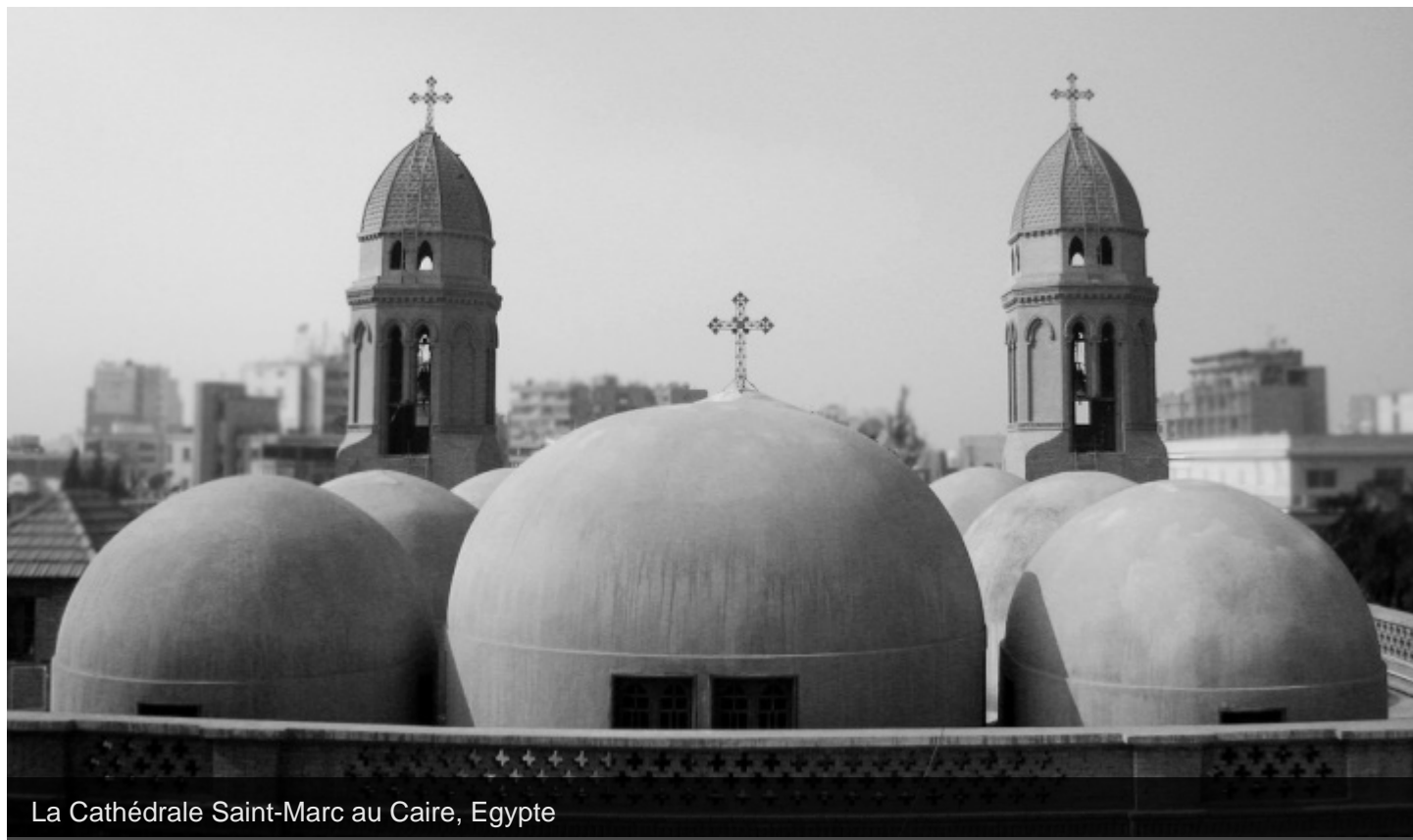
27/01/2016

[Les trois leçons des martyrs](#)

Ce que dit la nouvelle loi sur la construction des églises en Égypte

Si l'Église copte s'est dite satisfaite, au sein de la communauté copte certains croient que le texte n'apporte aucune amélioration

[Nathalie Bernard-Maugiron](#) | mercredi 19 octobre 2016



La Cathédrale Saint-Marc au Caire, Egypte

L'ancienne réglementation posait des restrictions importantes à la construction et à l'entretien des églises. [En application d'un décret ottoman de 1856](#), les chrétiens devaient obtenir une autorisation présidentielle pour construire une nouvelle église. Un règlement du ministère de l'Intérieur de 1934 avait fixé **une dizaine de conditions** que la requête devait remplir pour pouvoir obtenir un permis de construire. **Une autorisation du gouverneur était nécessaire pour rénover un édifice existant.** En pratique, la procédure pouvait durer des années et très peu d'autorisations étaient délivrées, les services de sécurité au niveau local et national craignant les réactions d'hostilité de la population locale. **Même lorsqu'une autorisation était accordée, les ultraconservateurs locaux s'opposaient** souvent à sa mise en œuvre, ce qui entraînait de graves troubles confessionnels. Des coptes étaient souvent accusés d'avoir transformé clandestinement des habitations en lieux de culte, ce qui entraînait également tensions et affrontements violents.

La nouvelle constitution, adoptée en 2014, invitait le législateur à adopter dès sa première législature une loi organisant la construction et la rénovation des églises qui garantisse aux chrétiens la liberté de pratiquer leurs rites religieux. Cette législation [a été adoptée dans l'urgence](#) par le parlement juste avant la clôture de sa session annuelle. Si les Églises avaient donné leur accord sur un premier projet, elles s'élevèrent ensuite contre des amendements jugés « inadmissibles » qui y avaient été apportés et qui, pour l'Église copte orthodoxe, représentaient « [un danger pour l'unité nationale de l'Égypte](#). Ils compliquent et entravent la construction des églises sans prendre en considération les principes de la citoyenneté ». Quelques jours plus tard, toutefois, les dirigeants des Églises annoncèrent avoir trouvé un accord avec le gouvernement et retirèrent leurs objections. Dans un [communiqué](#), l'Église orthodoxe émit toutefois le vœu que la loi ne soit pas appliquée de façon trop littérale. Le projet fut adopté par le parlement après des [débats houleux](#). Plusieurs des 39 députés coptes, élus grâce à la mise en place d'un quota par la constitution de 2014, exprimèrent des réserves lors de l'examen du texte. Quant aux [députés salafistes](#), ils votèrent contre le texte, estimant qu'il n'y avait pas lieu d'autoriser la construction d'églises sur le sol égyptien puisque l'Islam y est la religion de l'État.

Pour les critiques de la loi, l'absence de loi unifiée régissant l'ensemble des lieux de culte est le [signe d'une différence de traitement](#) entre musulmans et chrétiens. En effet, les mosquées sont soumises à une réglementation de 2004 beaucoup plus souple, qui exige seulement une autorisation de construction du ministère des Waqfs et non du président, tandis que leur rénovation ne nécessite pas l'autorisation du gouverneur. Plusieurs coptes ont également critiqué le fait que la loi avait été négociée entre l'État et les dirigeants des Églises, sans que

[les membres de la communauté ne soient consultés.](#)

Avec cette nouvelle loi, la construction d'une nouvelle église est toujours soumise à autorisation préalable, mais la décision appartient désormais au gouverneur local – nommé par le président – et non plus au chef de l'État. Il dispose de 4 mois pour donner sa réponse, qui doit être motivée en cas de refus. La loi ne précise toutefois pas les recours possibles contre la réponse ou l'absence de réponse du gouverneur. De plus, elle précise que la superficie de la nouvelle église doit être proportionnelle au nombre de chrétiens présents dans l'agglomération et à leurs besoins, sans définir les critères d'appréciation de cette « proportionnalité », ni déterminer l'autorité en charge de l'apprécier. En l'absence de statistiques officielles sur la répartition de la population entre les différentes religions, il est impossible de déterminer le nombre de chrétiens dans une circonscription déterminée. La loi vise par ailleurs les « chrétiens » de façon générale, sans distinguer entre les différentes communautés religieuses.

Quant aux lieux de culte existants, leur statut pourra être légalisé dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la loi, à condition qu'ils aient été construits dans le respect des normes de construction et du droit de propriété. Un comité est chargé de s'assurer que ces règles ont été respectées. La loi ne lui fixe pas de délai pour communiquer sa réponse et ne précise pas la procédure de recours contre ses décisions. Un grand nombre de ces bâtiments n'ont pas été construits dans le respect des normes puisqu'il s'agit souvent de logements transformés en églises. Ils obtiendront donc difficilement une légalisation.

Si le Pape Tawadros et les dirigeants des deux autres grandes Églises se sont dits pleinement satisfaits de cette loi, les opposants leur reprochent d'avoir cédé aux pressions des autorités et affirment que ce texte n'apporte aucune amélioration par rapport au système antérieur. Pour la députée [Nadia Henry](#), « ce projet imposé par l'État aux chrétiens et aux Églises codifie l'injustice et la persécution envers les chrétiens. C'est une honte pour les Egyptiens qui l'accepteront ». La loi a été adoptée à la majorité des 2/3 [sous les acclamations des membres du parlement](#) » et rentrera en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par le président. Ses adversaires craignent qu'elle n'entraîne une recrudescence des violences communautaires.

It|En|Fr|Ar



Christians and Muslims
in the Global World



Read also

13/06/2016

[Pentecost Friday](#)

13/06/2016

[Deciding Every Day at Dawn Whether or Not to Stay](#)

27/01/2016

[Eastern Christians: Witnesses to Faith, Creators of Culture](#)

What the New Law on the Construction of Churches in Egypt Says

While the Coptic Church expressed satisfaction, within the Coptic community itself there are those who believe that the text brought no improvement

[Nathalie Bernard-Maugiron](#) | 24 October 2016



The domes of Saint Mark Church in Cairo, Egypt

The old regulation called for significant restrictions on the construction and the maintenance of churches. Under an [Ottoman decree from 1856](#), in order to build a new church, Christians had to obtain presidential authorization. In addition, a law by the Ministry of the Interior from 1934 set **ten conditions** that had to be met in order to obtain building permits, while requiring the **authorization of the governor** in order to renovate an existing structure. Essentially, the process could last years and even so, few authorizations were granted because local and national security forces feared the hostile reactions from the local population. **Even when permits were granted, local ultraconservatives opposed, provoking serious religious disorder.** Egyptian Copts were often accused of clandestinely converting their homes into places of worship, which also provoked tensions and violent clashes.

The new constitution adopted in 2014 invited the legislator to approve, starting from its first term, a law regulating the construction and renovation of churches that guarantees Christians the freedom to practice their religious rites. The new law was approved in August by Parliament just before the closure of the annual session. Initially, the churches approved a first draft but then opposed the amendments made, considering them “inadmissible” and that, [for the Coptic Orthodox Church](#), they represented “a threat to national unity within Egypt, complicating and obstructing the construction of the churches without taking into account the principles of citizenship”. A few days later, however, Church leaders announced that an agreement was made with the government and they withdrew their objections. Nevertheless, in a [statement](#) the Orthodox Church expressed hope that the law is not applied literally. The bill was approved by Parliament following [lively debates](#). Examining the text, many of the thirty-nine Copt deputies, elected thanks to the establishment of a quota reserved for Copts within the 2014 Constitution, expressed reservations. As for the [Salafi deputies](#), they voted against the text, saying that it is inappropriate to allow for the construction of churches on Egyptian soil because Islam is the State religion.

According to those who criticized the law, the lack of a unified regulation regarding places of worship is the sign of the [difference of treatment](#) between Muslims and Christians. In fact, the mosques are subject to a law from 2004 which is much more flexible and which calls for the issuance of the building permit by the Ministry of Awqaf [Ministry of Religious affairs, Ed.] and not by the president, while renovation does not require government authorization. Many Copts have also criticized the fact that [the law was negotiated](#) between the State and the Church leaders, without consulting the members of the community.

With the new law, the construction of a new church continues to be subject to prior authorization, but the

decision is now up to the local governor nominated by the President, rather than the head of State. The governor has four months' time to give a response which, should it be a negative one, must be substantiated. The law however, does not specify if it is possible to appeal against the response or in absence of a response of governors. Furthermore, the law specifies that the new church must be proportional to the number of Christians present in the agglomeration and to their needs, but it does not define the criteria for assessing this "proportion" and it does not indicate the authority in charge of such evaluations. In the absence of official statistics on the distribution of the population among the different religions it is impossible to determine the number of Christians in a given constituency. Moreover, the law refers to "Christians" in general terms, without distinguishing between the different religious communities.

As for existing places of worship, their status can be legalized by next year once the law comes into effect, provided that they comply with building regulations and the right to property. A committee is charged with making sure that these rules have been respected. The law does not set a deadline by which the committee must give its answer and it does not specify the procedure to be followed in the case of an appeal against its decisions. Many of these buildings were not built in accordance with the regulations and are, in most cases, converted living spaces. Therefore, they are unlikely to be legalized.

While Pope Tawadros and the leaders of the other two large Churches expressed full satisfaction with this law, its opponents, even within the Coptic community, accuse them of having succumbed to pressure from the authorities and they believe that this law does not make any improvements to the previous system. According to deputy [Nadia Henry](#), "this project, imposed upon Christians and Churches by the state, codifies the injustice and the persecution against Christians. It is an embarrassment for the Egyptians who accept it." The law was approved with a two-thirds majority. Its detractors fear that it could provoke an increase of religious violence.

[Home](#)

[About us](#)

[Mission](#)

[Contacts](#)



[The journal](#)

[Books](#)

[Articles](#)

[Authors](#)

[Review](#)

[Events](#)

[Press Review](#)

[Newsletter](#)

[Angelo Scola](#)

[Useful Link](#)

[Holy See](#)

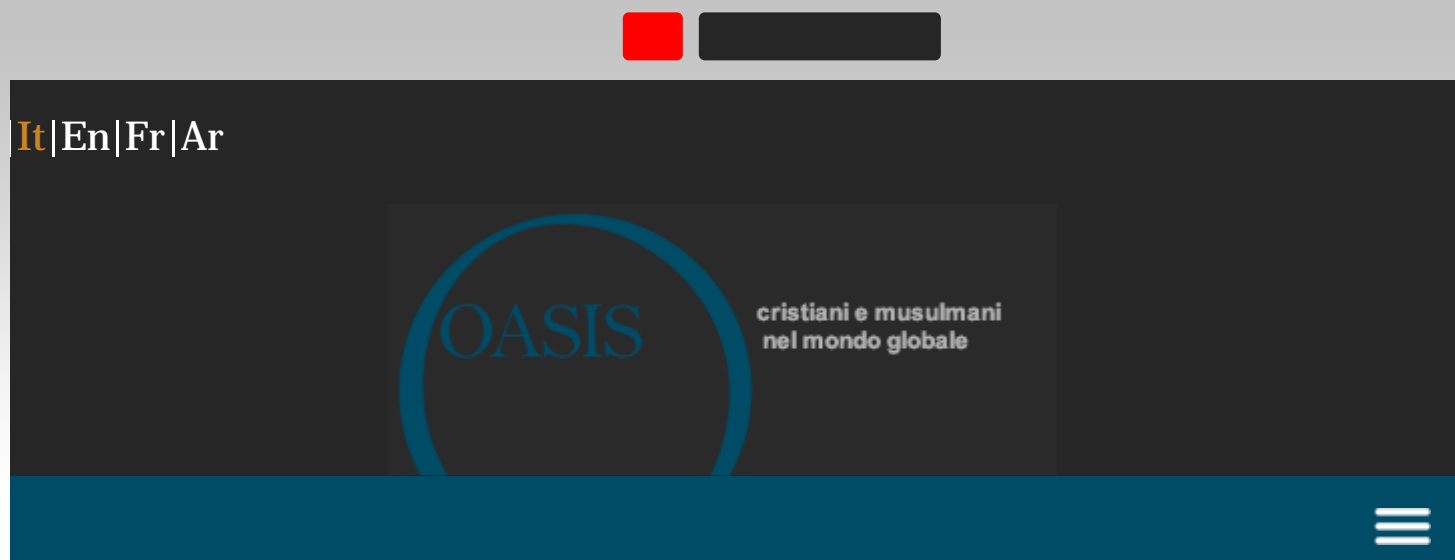
[Archdiocese of Milan](#)

[Knights of Columbus](#)

[Institut Dominicain d'études Orientales](#)

[Université Saint-Joseph](#)

[CISMOC - Louvain](#)



Leggi anche

01/06/2016

[Scegliere a ogni alba di restare](#)

01/06/2016

[Venerdì di Pentecoste](#)

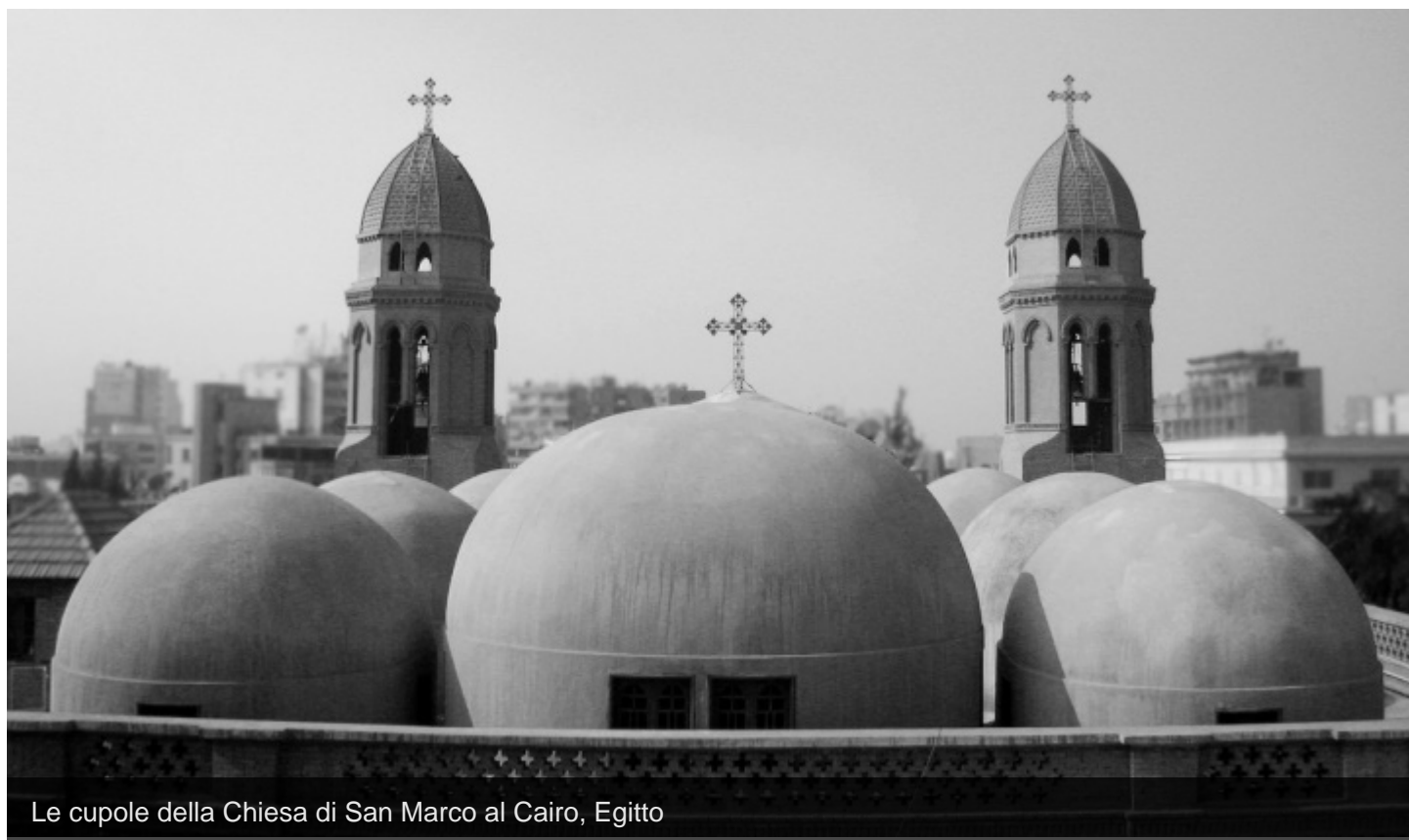
29/03/2016

[La lezione di speranza dal dramma dei nuovi martiri](#)

Che cosa dice la nuova legge sulla costruzione delle chiese in Egitto

La Chiesa copta è soddisfatta, ma all'interno della comunità cristiana c'è chi sostiene che il testo non migliori la situazione

[Nathalie Bernard-Maugiron](#) | giovedì 13 ottobre 2016



Le cupole della Chiesa di San Marco al Cairo, Egitto

Il vecchio regolamento prevedeva restrizioni significative alla costruzione e alla manutenzione delle chiese. [In applicazione di un decreto ottomano del 1856](#), per costruire una nuova chiesa i cristiani dovevano ottenere l'autorizzazione presidenziale. Una legge del ministero dell'Interno del 1934 fissava inoltre **una decina di condizioni** che dovevano essere soddisfatte per poter ottenere il permesso di costruire, mentre era necessaria **l'autorizzazione del governatore per ristrutturare** un edificio esistente. In pratica, la procedura poteva durare anni e comunque erano concesse poche autorizzazioni perché i servizi di sicurezza locale e nazionale temevano le reazioni ostili della popolazione locale. **Anche quando i permessi erano rilasciati, gli ultraconservatori locali si opponevano**, provocando gravi disordini confessionali. I copti erano spesso accusati di convertire clandestinamente le abitazioni in luoghi di culto, ciò che provocava ugualmente tensioni e scontri violenti.

La nuova costituzione adottata nel 2014 invitava il legislatore ad approvare, fin dalla sua prima legislatura, una legge a regolamentazione della costruzione e ristrutturazione delle chiese che garantisse ai cristiani la libertà di praticare i loro riti religiosi. La nuova legge è stata approvata ad agosto dal Parlamento poco prima della chiusura della sessione annuale. Inizialmente le chiese hanno approvato una prima bozza ma successivamente si sono opposte agli emendamenti apportati ritenuti "inammissibili" e che, per la Chiesa copta ortodossa, rappresentavano **"un pericolo per l'unità nazionale dell'Egitto**, complicando e ostacolando la costruzione delle chiese senza tener conto dei principi di cittadinanza". Qualche giorno dopo però i dirigenti delle chiese hanno annunciato di aver trovato un accordo con il governo e hanno ritirato le loro obiezioni. Ciononostante, in un [comunicato](#) la Chiesa ortodossa ha espresso l'augurio che la legge non fosse applicata alla lettera. Il disegno di legge è stato approvato dal Parlamento dopo [accesi dibattiti](#). Esaminando il testo, molti dei trentanove deputati copti, eletti grazie all'istituzione nella costituzione del 2014 di una quota loro riservata, hanno espresso delle riserve. Quanto ai [deputati salafiti](#), hanno votato contro il testo, dicendo che è inopportuno consentire la costruzione di chiese sul suolo egiziano perché l'Islam è la religione di Stato.

Secondo chi criticava la legge, la mancanza di una regolamentazione unificata sui luoghi di culto è il segno della [disparità di trattamento tra musulmani e cristiani](#). In effetti le moschee sono soggette a una legge del 2004 molto più flessibile che prevede il rilascio del permesso di costruzione da parte del solo ministero degli Awqaf [Ministero degli Affari religiosi, N.d.R.] e non del presidente, mentre la ristrutturazione non necessita dell'autorizzazione governativa. Molti copti hanno anche criticato il fatto che la legge sia stata negoziata tra lo Stato e i dirigenti delle chiese [senza che i membri della comunità fossero consultati](#).

Con la nuova legge la costruzione di una nuova chiesa continua a essere soggetta a un'autorizzazione preventiva, ma la decisione spetta ora al governatore locale nominato dal presidente, anziché al capo di Stato. Il governatore ha quattro mesi di tempo per dare una risposta che, in caso negativo, dev'essere motivata. La legge però non precisa se è possibile fare ricorso contro la risposta o in assenza di risposta del governatore. La legge inoltre specifica che la superficie della nuova chiesa dev'essere proporzionale al numero di cristiani presenti nell'agglomerato e ai loro bisogni, ma non definisce i criteri per valutare questa "proporzione" e non indica l'autorità incaricata delle valutazioni. In assenza di statistiche ufficiali sulla ripartizione della popolazione tra le diverse religioni è impossibile determinare il numero di cristiani in una determinata circoscrizione. La legge si riferisce peraltro ai "cristiani" in termini generali, senza distinguere tra le diverse comunità religiose.

Quanto ai luoghi di culto esistenti, il loro statuto potrà essere legalizzato l'anno successivo all'entrata in vigore della legge, a condizione che siano conformi alle norme edilizie e al diritto di proprietà. Un comitato è incaricato di assicurarsi che queste regole siano state rispettate. La legge non fissa un tempo massimo entro cui il comitato è tenuto a comunicare la risposta e non precisa la procedura da seguirsi in caso di ricorso contro le sue decisioni. Molti di questi edifici non sono stati costruiti nel rispetto delle norme e sono, il più delle volte, alloggi convertiti in chiese. Quindi difficilmente saranno legalizzate.

Se Papa Tawadros e i dirigenti delle altre due grandi chiese hanno espresso piena soddisfazione per questa legge, gli oppositori anche interni alla stessa comunità copta li accusano di aver ceduto alle pressioni delle autorità e sostengono che questo testo non apporti alcun miglioramento al sistema precedente. Per la deputata [Nadia Henry](#), "questo progetto imposto dallo Stato ai cristiani e alle chiese codifica l'ingiustizia e la persecuzione contro i cristiani. È una vergogna per gli egiziani che lo accetteranno". La legge è stata approvata con i due terzi della maggioranza. I suoi detrattori temono che essa possa provocare un aumento della violenza confessionale.

[Home](#)

[Chi siamo](#)

[Mission](#)

[Contatti](#)



[Rivista](#)

[Libri](#)

[Articoli](#)

[Autori](#)

[Recensioni](#)

[Eventi](#)

[Rassegna Stampa](#)

[Newsletter](#)

[Angelo Scola](#)

Link Utili

[Santa Sede](#)

[Arcidiocesi di Milano](#)

[Knights of Columbus](#)

[Institut Dominicain d'études Orientales](#)

[Université Saint-Joseph](#)